



## **Soutien à Walid Bourouis, journaliste tunisien contraint de fuir son pays, où il est menacé**

Le SNJ, le SNJ-CGT et la CFDT-Journalistes apportent tout leur soutien à Walid Bourouis, journaliste tunisien contraint de fuir son pays où il n'était plus en sécurité dans l'exercice de son métier. Nos organisations syndicales réclament que sa demande d'asile en France soit étudiée rapidement et avec bienveillance, au regard des menaces dont il a été victime en Tunisie, pour avoir simplement fait son travail de journaliste.

Figure du syndicalisme au SNJT (Syndicat National des Journalistes Tunisiens), Walid Bourouis a dû quitter la Tunisie en toute urgence, après avoir subi, comme il le précise, « de nombreuses menaces, représailles juridiques et intimidations ». Nommé en 2011 rédacteur en chef de Cactus Prod, une structure de production confisquée par l'Etat après la révolution, Walid Bourouis a révélé une affaire de corruption au sein même de cette société, qui aurait détourné plus de 4 millions d'euros. L'affaire Cactus Prod a suscité une attention médiatique sans précédent en Tunisie.

Le 16 février 2023, lors d'une manifestation à Tunis destinée à dénoncer la politique de l'Etat visant à « affamer » les journalistes des médias confisqués, ainsi que le décret-loi 54, Walid Bourouis a pris la parole en public pour dénoncer ce décret. Ce dernier constitue une réelle entrave au métier de journaliste en Tunisie, où la diffusion de toute information estimée fautive par le gouvernement est punie d'une amende et d'une peine allant jusqu'à dix ans de prison. Ce jour-là, Walid Bourouis a déploré la précarité qui gagne les médias en Tunisie et critiqué les actions du président Kaïs Saïed, la corruption de son entourage, ainsi que les violences policières exercées envers les journalistes.

« Des pages proches du pouvoir sur les réseaux sociaux ont rapidement diffusé massivement cette vidéo », témoigne Walid Bourouis. « En conséquence, ma prise de position a été largement partagée sur plusieurs pages des réseaux sociaux, ce qui a entraîné une vague d'intimidation et de harcèlement à mon égard. J'ai reçu de nombreux messages haineux et hostiles sur les réseaux sociaux, ainsi que des appels et des menaces provenant de numéros inconnus ».

Le SNJ, le SNJ-CGT et la CFDT-Journalistes sont indignés par le traitement des journalistes en Tunisie, où sévissent des attaques sans précédent contre la liberté d'expression et où les lois répressives visent à faire régner une justice « aux ordres ». Rappelons que la Tunisie, qui a perdu 27 places par rapport à 2022, est désormais au 121e rang, selon le classement mondial de la liberté de la presse de Reporters sans frontières (RSF).

Le SNJ, le SNJ-CGT et la CFDT-Journalistes apporteront toute l'aide possible à Walid Bourouis dans son projet de s'installer en France et d'exercer à nouveau son métier de journaliste.

**Paris, le 2 août 2023.**